

« Cybermigrantes », « migradevises » et développement local du Cameroun

Brice Arsène Mankou

Les femmes franco-camerounaises que nous désignons « *cybermigrantes maritales* » sont engagées dans des processus migratoires qui associent choix matrimoniaux, usage des TIC et projets d'émigration. Par ailleurs, ces femmes investissent au Cameroun grâce aux transferts d'argent effectués depuis la France. Notre objectif est d'interroger le rôle de ces « *migradevises* » dans le développement local du pays d'origine (Bertin, 2002). Nous mettons l'accent en particulier sur la diaspora féminine camerounaise du Nord-Pas-de-Calais, entre 2006 et 2011. Les projets de mobilité suscités par la « cybermigration maritale » concernent, au Cameroun, des femmes dont l'âge varie entre 30 et 45 ans qui se « cherchent leur blanc » sur Internet (Mfou'ou, 2005).

Étude sur les cybermigrantes dans le Nord-Pas-de-Calais

La recherche qualitative (Mankou, 2011) a porté sur la vie des couples mixtes, depuis leur première connexion sur les réseaux sociaux jusqu'à l'arrivée de l'épouse dans le Nord-Pas-de-Calais. Il s'agissait de comprendre comment les cybermigrantes maritales vivent leur identité transnationale française et camerounaise. En suite, l'interrogation a concerné le rôle des migradevises dans le développement local au Cameroun. De manière complémentaire, des séjours de recherche à Yaoundé nous ont permis de nous rendre compte des investissements de ces femmes, notamment dans des quartiers comme Santa Barbara où ces cybermigrantes ont pu s'offrir des villas de luxe.

L'étude a concerné 15 femmes camerounaises mariées à des Français et installées dans la Région Nord-Pas-de-Calais. Le recueil des données fut réalisé lors de discussions collectives (*focus groups*). Le choix de cette technique de groupe s'explique par le souhait des enquêtées et a permis de mieux comprendre le rôle joué par les migradevises dans leurs parcours migratoires. Notons que ces discussions collectives se sont déroulées en présence des conjoints français : ces couples se connaissent et acceptent volontiers le débat sur nos questions. Plusieurs rencontres de deux à trois heures ont été réalisées.

Les premiers constats portent sur les caractéristiques sociologiques des cybermigrantes et de leurs époux. Contrairement à ces derniers dont la tranche d'âge varie entre 65 et 75 ans, les femmes rencontrées sont majoritairement des trentenaires. Cette tranche est aussi, dans certaines sociétés africaines comme le Cameroun, celle à partir de laquelle certaines femmes, encore célibataires, s'inquiètent et s'activent pour trouver, enfin, un conjoint, sinon au pays, du moins à l'étranger. La variable âge influence donc la décision de migrer. Mais ces femmes furent par ailleurs motivées par un désir d'émigration. Plusieurs raisons peuvent l'expliquer : le souhait d'acquérir son autonomie, la quête d'un statut socio-économique plus favorisée et l'envie d'améliorer ses conditions d'existence. Ces femmes pensent également que seul un mariage « mixte » (avec un étranger) peut leur offrir le bonheur recherché qu'elles ne pensent pas pouvoir trouver en se mariant avec des Camerounais. À peine une femme parmi les quinze rencontrées avait déjà été mariée une première fois à un Camerounais, avant son émigration vers la France.

Une autre observation souligne qu'un lien existe entre la décision de migrer et le niveau scolaire, car il faut un minimum d'instruction pour pouvoir se servir d'un ordinateur et envoyer des messages en français à son correspondant. Même si aucune des enquêtées ne possède un diplôme de niveau supérieur, elles ont, pour la plupart, un diplôme de niveau secondaire. Du reste les personnes rencontrées viennent, pour la grande majorité d'entre elles, de Yaoundé, la capitale politique du Cameroun.

Notons également que la plupart des enquêtées sont catholiques ou évangélistes. Le fait qu'aucune des cybermigrantes maritales rencontrées ne soit de religion musulmane tient sans doute à plusieurs facteurs : la concentration des musulmans au Cameroun concerne essentiellement la partie septentrionale du pays, moins urbanisée ; par ailleurs, les femmes musulmanes se marient souvent avec des coreligionnaires, aussi la cybermigration maritale ne semble pas être un phénomène qui intéresse grandement cette population. Les femmes de l'échantillon font partie de l'ethnie bétis et parlent ewondo et eton. Les Bétis sont en effet originaires de Yaoundé, même si cette ville est cosmopolite : toutes les ethnies du pays y sont représentées.

On constate que la plupart des femmes rencontrées développent en France une activité professionnelle dans les domaines de la restauration, du commerce des produits exotiques et la coiffure : plusieurs affirment que leur niveau scolaire insuffisamment élevé ne permet pas d'envisager d'autres professions plus qualifiées. Toutefois, d'autres femmes évoquent des discriminations à l'embauche qui seraient à l'origine du choix d'une activité indépendante. En tout état de cause, le désir d'autonomie semble déterminant dans le fait, par exemple, de tenir une boutique exotique, un restaurant africain ou un salon de coiffure qui restent des activités essentiellement destinées à un public plutôt africain qu'europeen.

Dans la région Nord-Pas-de-Calais, ces femmes vivent dans plusieurs villes, mais la majorité habite à Saint Omer et à Lille. En particulier Lille, grand centre et ville universitaire, attire un public africain. Saint Omer, quant à elle, bénéficie de la proximité de Calais et de l'Angleterre. Certaines femmes évoquent la facilité d'intégration qu'offre cette petite localité en termes d'octroi de titres de séjour et le fait de ne pas y être « *jugée en tant qu'immigrées, comme dans une grande ville* ».

Les migradevises des cybermigrantes

Selon Tchekoumi (2008) qui, déjà dans les années 2000, s'est intéressé au processus de financement et de transferts d'argent de l'émigration : « *la diaspora joue un rôle important dans les efforts de développement du Cameroun. Elle mène des actions remarquables dans les activités diverses à travers ses associations, elle prend des initiatives seule et/ou en partenariat avec les associations du pays d'origine. À cet effet, elle représente un acteur de développement à ne pas négliger.* »

On avancera pourtant l'hypothèse que les cybermigrantes maritales ne participent pas beaucoup au développement local du Cameroun dans la mesure où leur financement sert essentiellement à entretenir leurs familles restées au pays, d'autant plus que les sujets de l'étude ne se considèrent pas elles-mêmes comme faisant partie de la « diaspora ». Leurs parcours d'émigration restent individuels et, de fait, leur assistance, privée, est prioritairement orientée vers la famille proche.

Selon Bruneau (2011), « *le terme diaspora est aujourd'hui un mot vulgarisé, notamment par les médias, qui l'utilisent pour évoquer des phénomènes divers.* » Les cybermigrantes maritales sont plus membres de communautés transnationales que d'une diaspora. Le terme de « communautés transnationales » renvoie, d'après l'auteur, à « *un nouvel espace de socialisation basé sur des réseaux transnationaux qui relie le pays d'origine et le pays de résidence, utilisant les rapports familiaux comme socle des rapports socio-économiques* » et favorisant la participation des immigrés à la vie des deux régions de référence.

De fait, les cybermigrantes maritales mettent en avant une identité transnationale qui leur permet de se définir en tant que « *franco-camerounaises* », vivant en couple mixte. Aussi, les migradevises qu'elles transfèrent au Cameroun sont le fait d'actions individuelles vis-à-vis de leur famille. Les cybermigrantes maritales du Nord-Pas-de-Calais n'investissent pas dans le développement local, elles construisent des maisons à Yaoundé d'où elles sont originaires. Ces logements ne servent pas les intérêts des communautés de base, mais plutôt ceux de leurs propres familles. Elles investissent aussi dans l'exportation des véhicules de France et de Belgique qui servent des particuliers ou qui sont utilisés comme taxi, dans la capitale camerounaise. Par conséquent, les transferts de fonds ne servent donc pas directement ou globalement les intérêts de communautés dans les domaines de la santé, de l'éducation ou de l'accès à l'eau potable, comme ce serait le cas dans la plupart des projets associatifs de développement soutenus par la diaspora. Par leur action les cybermigrantes accentuent la stratification économique de la société camerounaise.

Pourtant, en France, il existe bien une diaspora camerounaise représentée par des regroupements économiques, culturels, politiques, voire religieux. Elle mène des activités, en France et au Cameroun, pour y soutenir des initiatives liées au développement local de ce second pays, un développement qui bénéficie à l'ensemble de la société.

Les cybermigrantes justifient leurs aides et envois privés par leur attachement à leurs familles restées au Cameroun pour et grâce à qui elles ont sans doute envisagé l'immigration matrimoniale. Elles envoient régulièrement des mandats au pays en utilisant les grandes institutions de transferts de fonds comme Western Union ou Moneygram. Elles transfèrent également à leurs proches des vêtements, des médicaments, etc.

Si pour certains ces envois relèvent d'un pur altruisme, d'autres auteurs parlent de « *co-assurance implicite* » : soit un accord de prêt familial dans lequel l'assuré est la famille restée au pays et l'assureur, le migrant. Dans une logique maussienne de « don contre don », cette forme d'assurance pourrait s'expliquer par le fait que les familles d'origine ont, dans un premier temps, investi pour soutenir la cybermigrante lors de son processus de migration et de mariage : dans un second temps, à son tour donc de renvoyer l'ascenseur à la famille restée au pays.

Conclusion

Il n'est pas aisé de conclure dans ce débat sur l'apport des migradevises des cybermigrantes au développement local. Il est vrai que les cybermigrantes maritales ne sont pas constituées en communauté d'intérêts ou en association. Leurs actions sont individuelles et dirigées vers leurs familles restées au Cameroun. Certes, les migradevises de ces femmes servent la consommation privée et accentuent le fossé économique entre groupes sociaux en Cameroun. Elles ne servent donc pas le développement local à proprement parlé. Toutefois, ne faut-il pas reconnaître que la construction de demeures et la consommation occasionnée à Yaoundé créent du travail et participent d'une forme de redistribution sociale ? N'en est-il pas de même des taxis exploités dans la capitale et d'autres transferts réalisés grâce à l'activité commerciale des cybermigrantes ?

En revanche, il est bien établi que les membres de la diaspora camerounaise participent davantage et plus directement au développement local de leur pays d'origine, se centrant sur des questions collectives comme l'amélioration des infrastructures, l'éducation et la santé publique. Mais individuellement, les membres de cette diaspora n'effectuent-ils jamais des transferts privés ? N'existe-t-il pas une continuité plutôt qu'une fracture entre ces deux types de solidarité : transferts individuels et développement associatif (Manço et Amoranitis, 2010) ? Si les ces cybermigrantes constituent bien une communauté transnationale dotée d'une identité hybride se définissant comme des gens du pays d'accueil et du pays d'origine, les associations de la diaspora, pour être

efficaces, ne doivent-elles pas également s'appropriier tant l'espace d'origine que l'espace d'installation (Manço et Amoranitis, 2010, 2011) ?

Bibliographie

- Amoranitis S. et Manço A. (2011), Migration et développement en Europe. Politiques, pratiques et acteurs, Bruxelles : EUNOMAD.
- Bertin G. (2002), « Intervention, développement local et sociologie », *Esprit critique*, v. 4, n° 4, www.espritcritique.fr/0404/article04.html.
- Bruneau M. (2011), « Des diasporas aux Communautés transnationales », Journée d'étude Géo-Rizon, Chambéry, le 15 décembre 2011.
- Manço A. et Amoranitis S. (2010), *Migrants et développement. Politiques, pratiques et acteurs en Belgique*, Paris : L'Harmattan.
- Mankou B. A. (2011), *Cybermigration maritale des femmes camerounaises de Yaoundé vers le Nord-Pas-de-Calais : Analyse sociologique et enjeux sociaux d'une migration nouvelle*, Thèse de doctorat en sociologie, Université de Lille 1.
- Mfou'ou M. (2005), « Je cherche mon blanc », *Revue TIC et Développement*, p. 1-43, www.tic.ird.fr/spip.
- Tchekoumi L. B. (2008), *Interactions diasporas, pays d'origine dans le secteur du développement local au Cameroun : enjeux et perspectives*, www.afrikosophia.com.